Quatrième Année, N° 29 — 15 Février au 15 Mars 1930

LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE

N° d'Ordre
N° de rp 4851

REVUE MENSUELLE DU MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE :

PAGES

LE CONGRÈS NATIONAL EXTRAORDINAIRE DE PARIS
(Janvier 1930)
Illustré par Bils (croquis de séance)

Jean **LONGUET**, Les enseignements du Congrès National (p. 65). — **F. ADLER**, Les Socialistes français et la participation au gouvernement (p. 83). — **Marcel DEAT**, Fin, Suite ou Commencement? (p. 98). — **J.-B. SEVERAC**, Les résultats du Congrès National (p. 105). — **Amédée DUNOIS**, En sortant du gymnase Jean-Jaurès (p. 116). — **Louis LÉVY**, Impressions de Congrès (p. 121). — Impressions de militants : **L. HUDELLE**, **M.-E. NAEGELEN**, Marceau **PIVERT**, **LEBAS** (p. 133).

E. VANDERVELDE — La seconde terreur en U. R. S. S. 141
L.-O. FROSSARD — La politique dans les grèves 145
Jules UHRY — Chronique parlementaire 147

Les Idées et les Faits dans l'Internationale

BEISTEIRO, SABORIT et CABALLERO — Manifeste du Parti socialiste et des syndicats espagnols 154

La vie ouvrière et syndicale

G. D. HARNES — Le mouvement syndical international *(suite)* 157
H. CORDIER — Les fluctuations syndicales du Bâtiment 169

CHRONIQUES

Le Mois Littéraire : A. Gide, E.-M. Remarque, E. Glaeser, Jean Cocteau, Blaise Cendrars, Marcel Arland, Emm. Berl **(Madeleine Lagrange)**, p. 173.

Revue des Livres : Veressaiev (E. Vandervelde), Ph. Soupault (E. Nesselr), Jean Martet (Bellino), Eugène Dabit, Irène Nemirowsky, Ad. Van Bever et Paul Léautau (Victor Méric), p. 176.

REVUE DES REVUES : *Revues Françaises* (Jean Longuet), *Revues Allemandes* (Berthe Fouchère) p. 183.

Éditions de la *Nouvelle Revue Socialiste*, p. 190.

Le Numéro - 96 pages - 6 fr. (franco : 6 fr. 50)

EXCEPTIONNELLEMENT ce numéro de 128 pages sera vendu 5 fr.

PARIS — 39, Rue Montmartre (1er)

LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE

Revue Mensuelle du Socialisme International

DIRECTION : **L.-O. Frossard — Jean Longuet**
ADMINISTRATION : **Charles Bellino**
SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION : **Berthe Fouchère**

COMITÉ DE RÉDACTION
Bracke, Maurice Delépine, André Le Troquer, Jules Moch, Henri Sellier, Ch. Spinasse, Marcel Déat

LE NUMÉRO : FRANCE, **6** FR. (FRANCO, 6 FR. 50)
ÉTRANGER, 30 CENTS.

ABONNEMENTS :	Six mois (5 numéros)	Un an (10 numéros)
Paris, Départements, Colonies et Belgique.....	30. »	55. »
Pour les Membres des Organisations Socialistes (sur présentation de la carte ou justification du Secrétaire de la section ou des Syndicats confédérés).....	25. »	50. »
Étranger	$2. »	$4. »

LES MANDATS DOIVENT ÊTRE ADRESSÉS A L'ADMINISTRATEUR :
Charles Bellino, 39, Rue Montmartre, PARIS (1er)
Compte chèque postal : **1212-23 Paris**

A nos abonnés

Nous demandons à nos abonnés de vouloir bien vérifier sur la bande d'expédition du présent numéro, si nous sommes d'accord avec eux pour la date d'expiration de leur abonnement.

Toutes les réclamations seront examinées très sérieusement et, le cas échéant, la rectification sera faite sur la bande d'expédition du prochain numéro. Ceci, on le comprendra, pour nous éviter du travail et des frais de correspondance.

De nombreux camarades nous ont écrit leur joie de voir enfin reparaître la *Nouvelle Revue Socialiste* et leurs encouragements. Ces démonstrations d'amitié nous ont été précieuses et nous prions tous nos amis de trouver ici nos remerciements cordiaux.

Qu'ils nous permettent cependant de demander davantage qu'une simple marque banale d'intérêt.

L'avenir de notre organe ne sera vraiment et définitivement assuré que lorsque le nombre de ses abonnés aura pour le moins doublé. Il faut que d'ici peu nous franchissions le cap des mille abonnés.

Avec mille abonnés, notre budget définitivement équilibré nous permettra de procéder à de nouvelles améliorations et à faire un nouvel effort de propagande.

C'est sur nos abonnés actuels que nous comptons; qu'ils parlent de notre Revue autour d'eux; qu'ils nous envoient des listes d'adresses d'abonnés possibles; qu'ils nous trouvent des abonnés.

C'est grâce à leur appui constant et précieux que nous pourrons vivre et prospérer rapidement et donner au mouvement socialiste français l'organe de documentation indispensable à la culture de ses militants et à l'essor de sa propagande. Amis, au travail.

Les enseignements du Congrès National

Encore que ses débats aient fréquemment revêtu un caractère excessif d'âpreté et que trop souvent les passions s'y soient déchaînées d'une manière extrême, on ne saurait nier que le Congrès National extraordinaire de Paris, des 25 et 26 janvier 1930 n'ait été un grand et imposant congrès de notre Parti, qui — malgré tout — lui fit honneur (1).

Nos assises avaient été transportées de la Mairie de Montrouge, dont la salle des Fêtes, élégante et confortable, était devenue trop étroite devant l'affluence des délégués, des journalistes, des auditeurs — transportés tout là-bas, dans le quartier prolétarien de la Villette, dans le vaste gymnase Jean-Jaurès. Aussi n'avait-on pas eu le temps de donner à la salle le décor habituel de nos assemblées nationales. Les murs ne s'ornaient ni des figures aimées de nos grands morts, ni des drapeaux écarlates de nos sections. En revanche la diligence de Compère-Morel y avait assuré l'apposition de nombreuses affiches réclames du *Populaire*.

Mais le hall était de proportions vastes, rempli d'une foule compacte de congressistes et de spectateurs: l'aspect en était impressionnant. La foule des délégués — jamais ils n'avaient été aussi nombreux dans aucun de nos congrès depuis dix ans — était accourue, de tous les points du pays. Et dans les tribunes, par centaines s'écrasaient les militants de la Seine et de Seine-et-Oise. Cette affluence de spectateurs — qui

(1) On pourrait trouver de multiples expressions de ce sentiment parmi ceux, — amis ou adversaires qui suivirent ces débats. Mais je ne veux retenir que le témoignage émouvant d'Amédée Dunois, assistant pour la première fois, depuis Tours, à un de nos congrès — et qu'on lira plus loin.

tout naturellement étaient portés à devenir des acteurs, dans un choc parfois dramatique d'idées qui ne pouvaient les laisser froidement objectifs — n'était pas sans offrir quelques inconvénients, tellement ces camarades, souvent chauffés à blanc par les controverses poursuivies depuis trois mois au sein de nos sections, affichaient, au cours des débats, de passion, de sympathies, et de... contre-sympathies, pour les thèses en présence et pour ceux qui les défendaient.

Nos amis de la *Vie Socialiste* s'en sont montrés particulièrement ulcérés. Les ovations chaleureuses, les acclamations prolongées qui saluèrent à plusieurs reprises les interventions de Paul Faure — notamment dans la nuit du 25 au 26, bien plus encore que les protestations violentes que Renaudel souleva — véritables huées à une ou deux occasions, procédé inadmissible à l'égard d'un militant, dont la sincérité, la profonde honnêteté, le courage à défendre ses idées et tout le passé, commandent le respect — ces ovations paraissent avoir particulièrement exaspéré le citoyen Perceau, qui qualifie de « fétichisme délirant » (!) les manifestations chaleureuses d'affection et de confiance des militants à l'égard de celui qui fut, tout au cours de ces dix dures années de reconstruction du Parti, après le « tremblement de terre » bolchevik, le grand « animateur » du pays socialiste. Ces appréciations du fougueux ancien collaborateur de la *Guerre Sociale*, relèvent, quoiqu'en sens contraire, d'un état d'esprit assez analogue à celui des militants emballés, qu'il condamne avec tant de véhémence et dont beaucoup avaient l'excuse d'une jeunesse et d'une inexpérience, dont il ne pourrait exciper...

Quelque excessives qu'aient pu être d'ailleurs ces démonstrations des militants du « rank and file » — de la « base », comme on dit dans la maison d'en face — elles n'en traduisaient pas moins dans une large mesure le sentiment populaire, dont, ainsi que l'observe notre bon camarade Mailly, de la Somme, il est souvent « difficile de limiter l'enthousiasme ».

Mais ce sont là aspects secondaires de ces deux journées (1). Dans l'ensemble, par sa tenue, par son importance

(1) Il est d'ailleurs curieux d'observer combien l'opinion des tribunes — où cependant tous les membres du Parti avaient également accès — se manifesta en immense majorité d'accord avec la « gauche » du Parti. Et cependant, si les

numérique, comme par la passion chaleureuse qui l'animait, par la hauteur des débats et leur portée, par la qualité des discours et leur ampleur, le Congrès du Gymnase Jean-Jaurès fut digne de notre mouvement, digne de la grande mémoire de Jaurès qu'il évoquait, du Parti, dont il traduisait la vitalité et la puissance. La presse bourgeoise, d'ailleurs, ne s'y trompait pas. Elle suivit assidûment ses discussions et les commenta abondamment.

Nos camarades de l'Internationale, Emile Vandervelde, Fritz Adler, L. de Brouckère, Van Rossebrook, Modigliani, ne furent pas moins impressionnés par l'ampleur, la passion généreuse de nos débats.

Quelle féconde leçon de démocratie réelle, donnée à tous ceux qui ailleurs s'en réclament, à tort, quel spectacle réconfortant que celui d'un Parti, dans lequel les questions les plus importantes — celles dont dépendent toute son action dans le pays et son avenir même — étaient ainsi fixées non par quelques politiciens retors ou par quelques financiers corrupteurs, comme c'est le cas dans les partis bourgeois, ou par quelques malheureux employés du Commintern russe, flanqués de provocateurs, de fous et de policiers, comme c'est le cas du parti bolchevik — mais bien par la masse des militants, répartis à travers la France entière, dans les milliers de sections de nos 90 fédérations!

*
* *

Ouvert par un discours de bienvenue de Zyromski, au nom de la Fédération de la Seine, d'une belle tenue, d'une pensée profondément fraternelle et unitaire, le Congrès se trouva tout de suite en face d'une motion préalable, d'une revendication de sa minorité — de ce qu'on savait déjà devoir être la minorité — qui, par la bouche de Ramadier, réclamait le renouvellement de nos organismes centraux et des délégations, selon la R. P. « sur la base du vote émis sur la question de la participation ».

« participationnistes » de la Seine avaient montré autant d'intérêt pour les débats du Congrès que leurs camarades de l'autre « tendance », étant donné qu'ils avaient obtenu environ 44 p. 100 des suffrages de la Fédération, ils auraient été presque aussi nombreux — pour acclamer leurs orateurs.

A vrai dire, le Congrès convoqué uniquement pour trancher la question de la participation n'était pas préparé à discuter ce problème d'organisation interne, que les grands stratèges de la minorité jugeaient habile d'évoquer dès l'ouverture des débats — sous prétexte de fournir à la majorité l'occasion de donner « un gage immédiat de sa volonté d'unité ».

Il s'agissait de renouveler immédiatement la C.A.P., en offrant à la minorité sa part de représentation proportionnelle, calculée sur la base du vote qui allait être émis, à propos de la participation. Il s'agissait même d'étendre la R. P. aux organismes de direction et d'administration, au Secrétariat notamment! Ce qui, jusqu'à ce jour, n'avait jamais été demandé par les partisans même les plus résolus de l'application de la R. P. dans tous les organes de délibération du Parti.

Tout au cours des débats on revint sur cette proposition, qui fut finalement repoussée par le Congrès — ce qui amena des commentaires passionnés et tendancieux d'un certain nombre de camarades participationnistes. La minorité, dans son ensemble, soutint même, dans sa déclaration finale, lue par Marcel Déat, qu'on lui avait refusé « ce qui était conforme à l'équité ». D'autres, tel Jean Félix, dans l'organe de la Fédération de l'Hérault, vont jusqu'à écrire qu'on a « obstinément *refusé à la minorité sa part dans la direction du Parti* ».

C'est là une façon absolument inexacte de présenter les choses. C'est la minorité qui, lors du Congrès de Clermont-Ferrand, en 1926, ensuite en 1929, au lendemain du Congrès de Nancy, *a refusé* de venir occuper dans les organismes réguliers du Parti la place qui lui revenait — et que *personne ne lui avait jamais contestée*. Ce geste, s'il n'avait pas eu un caractère scissionniste, traduisait du moins un état d'esprit boudeur et hargneux, que rien, de la part de la majorité, ne justifiait. Mais, quoi qu'il en fût, au prochain Congrès National de Bordeaux, personne certainement ne contestera à la minorité le droit de réclamer, au sein de la C.A.P., les sièges lui revenant légitimement. D'autre part, la règle du Parti a toujours été de calculer la R. P. sur la base du vote, considérée

par les uns et les autres, comme le vote politique le plus important.

Mais jamais encore on n'avait imaginé de baser cette application de la R. P. sur un vote émis dans un *autre* congrès. Et cela se conçoit aisément. Car qui peut garantir que la répartition des tendances du Parti, que l'on entend assurer, sera exactement la même dans deux, trois ou quatre mois qu'au moment où se réunissait le précédent Congrès ?

Une deuxième question subsidiaire — et tout aussi étrangère à l'ordre du jour du Congrès —, fut soulevée par Paul Boncour, réclamant des « apaisements » en ce qui concerne la « défense nationale » — qu'il déclare, en somme, placée *au-dessus* de l'unité du Parti —, et des idées « de fusion ou de rapprochement avec les communistes », que certains militants de la majorité manifesteraient.

Sur le premier point Paul Faure répondit fortement que le désaccord entre nous n'était pas sur l'idée même de défense nationale. Tous les socialistes, dans tous les pays, sont d'accord, en somme, pour affirmer la nécessité de maintenir l'indépendance des différents groupements nationaux. Mais sur la façon de la concevoir et de l'assurer.

Il aurait pu ajouter qu'à aucun moment, aucun socialiste véritable ne pourra jamais consentir à renoncer à l'application de la formule magistrale d'Adler déclarant « *qu'en tout état de cause* » nous nous engageons « *à considérer l'Internationale comme notre instance suprême* ».

Quant au « rapprochement » avec les communistes, il y a évidemment là un malentendu ou une confusion de la part de notre éloquent camarade. En l'état actuel de l'évolution du bolchevisme international, il n'est aucun socialiste qui soit assez insensé ou assez ignorant pour croire à la possibilité d'une action commune quelconque — à bien plus forte raison encore à une communauté d'organisation! — avec les fous furieux du « Commintern », et — pour reprendre la virulente expression d'Amédée Dunois, dans l'un de ses lumineux articles du *Cri du Peuple* — « la vermine » de « provocateurs, de mouchards, d'aventuriers et de voleurs » dont sont partout truffées leurs diverses succursales européennes.

Mais en revanche, il s'agit bien pour nous, par-dessus la

tête de ces chefs indignes, de ces déments ou de ces traîtres et policiers, de parler aux masses prolétariennes qu'ils ont pu abuser, il s'agit de tout subordonner — y compris les petites considérations purement parlementaires —, au rétablissement de l'*unité ouvrière* et de ne rien faire qui puisse en compromettre la réalisation. Et à cet égard — c'est le thème que s'attacha à développer, et dans la presse socialiste et dans le Congrès, le signataire de ces lignes — la participation ministérielle apparaît bien, en l'état actuel du mouvement ouvrier et socialiste français comme « *le plus grand commun diviseur de la classe ouvrière* ».

Maurice Maurin

C'est au cours de ce débat et de celui qui suivit l'après-midi, que se plaça l'incident Maurin — nouvelle manifestation des éminentes qualités stratégiques de notre camarade Renaudel...

Maurice Maurin a jadis heurté, dans des conditions qu'il est inutile de rappeler, la sensibilité socialiste de la quasi-unanimité du Parti. Moins par l' « extrémisme » de ses attitudes doctrinales que par les déplorables polémiques personnelles de l'*Etincelle*, où jamais, en revanche, on ne rencontrait un mot de critique et de réprobation des Bolcheviks.

Ces temps derniers il paraît avoir quelque peu évolué,

et au Congrès de la Seine, à Montrouge, il se ralliait à la motion Zyromski-Séverac.

Nous pensons que malgré tout il eût été préférable qu'il se comptât, avec ses camarades de tendance, sur une motion séparée et qu'il ne vînt pas au Congrès comme l'un des représentants de la majorité. Dans le but d'assurer l'union la plus large possible de tous les adversaires de la participation, ceux-ci avaient accepté, au Congrès fédéral de Montrouge, de le faire figurer dans leur délégation. Immédiatement un certain nombre de nos camarades participationnistes pensèrent pouvoir en tirer un utile « effet de congrès ». Dès l'apparition de Maurin à la tribune du Congrès, Grumbach l'apostrophait si violemment, que le seul résutat fut de provoquer en faveur de Maurin un « choc en retour » dans une partie du Congrès et parmi les nombreux militants placés dans les tribunes...

Au surplus il y avait quelque chose de profondément factice et artificiel dans l' « indignation » soulevée par l'apparition à la tribune d'un délégué, qui ne représentait qu'une très minime fraction du Congrès... C'était en somme une simple diversion stratégique, mais il ne paraît pas que dans l'esprit des congressistes elle ait réussi ou servi ses auteurs.

*
* *

Je ne veux noter ici, dans cette brève analyse historique et critique du Congrès, que ses points culminants. Le fond du débat fut abordé d'abord par Compère-Morel qui reprit, avec son habituelle force démonstrative et une grande abondance de statistiques, la comparaison qu'il avait déjà faite dans le *Populaire* entre les forces organisées, les moyens d'action des principaux partis socialistes et ouvriers d'Europe rapprochée de ceux que nous possédons.

Et c'est là, en vérité, une des grosses erreurs de la plupart des camarades de la minorité, qui, très influencés, absorbés par le milieu parlementaire où ils vivent, ne veulent pas voir plus haut et plus loin, avec les perspectives nécessaires à la compréhension d'un sujet aussi vaste et aussi complexe.

Et il montrait notamment toute la différence entre des conjonctures telles que celles qui étaient examinées par Otto

Bauer et Karl Kautsky, où le gouvernement de coalition pouvait être rendu momentanément nécessaire « parce qu'il y avait *équilibre des forces* entre la puissance capitaliste et la classe ouvrière ». Ce fut le cas de l'Autriche, de la Belgique. C'est le cas de l'Allemagne. Qui peut soutenir que c'est le cas de la France. Mais en Allemagne même, Compère souligna courageusement les grands inconvénients de la participation. En même temps, ne se plaçant pas dans l'absolu, hors du temps et de l'espace, mais bien en face des réalités, Compère-Morel envisageait les conditions concrètes d'une participation : le renforcement de nos effectifs, l'entente réalisée avec un mouvement syndical lui aussi beaucoup plus fort et plus uni.

Parmi les interventions oratoires qu'il importe encore de retenir et de souligner, celle d'Arthur Groussier, pour la minorité, fut particulièrement applaudie. Le vieux et probe militant, que depuis trop longtemps nous n'avions pas eu le plaisir d'entendre dans aucun de nos Congrès — et dont beaucoup de nos jeunes camarades ne connaissaient même pas la belle figure, l'ardente et poignante éloquence —, fut l'objet d'une chaude ovation de tout le Congrès. Il représentait d'ailleurs dans la minorité, l'élément le moins féru de participation, un de ceux qui au lieu d'en rêver comme d'une universelle panacée, ne s'y rallierait que contraint et forcé par les événements.

Salengro, sur lequel la minorité comptait beaucoup pour entamer le bloc jusqu'ici intangible de la Fédération du Nord, n'apporta pas d'élément bien nouveau de discussion, se contentant de reprendre le petit jeu qui consistait à opposer Léon Blum à Paul Faure ou Zyromski.

Marcel Déat, avec le beau et vigoureux talent qu'apprécient tous nos camarades des Fédérations — chez lesquels il prête si fréquemment le concours de sa parole incisive —, qui évoque dans notre esprit le souvenir de la forme oratoire inoubliable de Cachin, il y a quelque vingt-cinq ans, Déat développa un thème qui lui est cher, celui de la « mainmise progressive du néo-capitalisme européen sur l'Europe ». Il le fit avec son habituelle abondance d'arguments et d'images. Le thème est d'un intérêt passionnant, mais nous n'arrivons pas

à comprendre en quoi il peut justifier une participation ministérielle, réalisée dans les conditions historiques actuelles du mouvement ouvrier et socialiste de France ? Et la même observation s'applique à l'intervention, également très applaudie par les participationnistes, de Spinasse. La plus grande partie de son discours — dont il a bien voulu nous promettre de donner prochainement à la *Nouvelle Revue Socialiste* la conception développée et précisée — était de nature à satisfaire des socialistes de toutes les tendances, mais même ceux qui se réclament le plus strictement de la doctrine de Marx et d'Engels. Au surplus son discours, expression d'une intelligence élevée, dont l'effort de sincérité ne pouvait être mis en doute, méritait l'estime de tous. Les considérations qu'il a par ailleurs apportées sur la nécessité en un pays comme le nôtre, pour la classe ouvrière, de se concilier de larges concours de la paysannerie, sont fort judicieuses.

Mais là encore nous étions bien loin de la combinaison ministérielle qu'on prétendait réaliser en novembre 1929, avec la Chambre du néo-Bloc National, qui a trouvé son expression adéquate en M. André Tardieu !

Même le désir, évidemment fort noble, d'Emile Kahn de ne pas faire attendre jusqu'en 1932 « ceux qui souffrent », ne saurait aller à l'encontre des réalités de la conjoncture politique présente.

De même encore les éloquentes et justes observations de Vincent Auriol sur la déplorable apathie de l'opinion publique en face des pires agressions perpétrées par la réaction et le capitalisme contre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière et de la démocratie, son appel à l'action, ne me parurent pas justifier dans les circonstances actuelles la participation au pouvoir, qu'Auriol a d'ailleurs personnellement repoussée, lors de la dernière crise.

*
* *

Du discours de Lebas, comme à l'ordinaire admirable d'ordonnance, de logique, de clarté, de sincérité, de Lebas, qui, avec Paul Faure et Léon Blum fut incontestablement l'organisateur de la victoire de « l'antiparticipationnisme », je

voudrais surtout souligner cette idée si profondément socialiste et marxiste, de *l'erreur « étatiste » fondamentale* de la plupart de nos camarades de la minorité, si ingénument traduite par Paul Boncour, dans sa formule étonnante « On ne réalise qu'au gouvernement ». C'est là l'illusion utopique-type, la croyance dans le miracle obtenu par la possession de l'Etat, en même temps que la méconnaissance de la fécondité de l'effort autonome de la classe ouvrière! Lénine, et à un degré bien plus grossier encore, Staline, sont les exemples caractéristiques de cette croyance aveugle aux vertus souveraines et absolues de la possession du pouvoir. Lebas fit le rapprochement avec beaucoup de force démonstrative. Et il sut d'autre part bien montrer quelles désillusions la participation pratiquée dans de telles circonstances eût apportées au Parti et au prolétariat.

Bracke, appelé à prendre la parole à une heure avancée de la nuit, rassembla en une intervention vigoureuse et solide les objections à la participation fondées sur les décisions de nos Congrès. Et en particulier du Congrès de Toulouse en 1928. Reprenant d'autre part le thème de Déat sur le redoutable néo-capitalisme américain, il lui demanda quelle garantie il trouvait dans le parti radical, tel que nous le connaissons, pour mener la bataille décisive contre ce capitalisme-là?

Il éleva enfin de justes réserves contre l'exploitation par les partisans de la participation, de l'opinion de notre cher et vieil ami Karl Kautsky. Et il n'est pas douteux que si on se reporte au fort intéressant article de Kautsky, que la *Vie Socialiste* a traduit du *Vorwaerts* et publié dans son numéro du 25 janvier, on s'aperçoit que, loin d'envisager la participation à la manière, par exemple, de nos camarades Boncour, Marquet, Grumbach ou Frot, voire de Renaudel, le vieux et glorieux théoricien de la Social-Démocratie allemande dit que *« loin d'être un état agréable, c'est au contraire un mal »*. Et il ajoute : *« un mal que l'on évite chaque fois qu'on le peut »*.

Nous sommes loin de la conception de cet excellent Reboul qui, découvrant des « circonstances exceptionnelles » depuis le jour où un socialiste s'est désisté au deuxième tour

Bracke

pour un radical, eût trouvé depuis 30 ans, au moins cent occasions de participer.

Ce que Kautsky déclare seulement, c'est « qu'il y *a des situations* où le mal du gouvernement de coalition *représente le moindre mal* en face de maux infiniment plus grands si nous laissons à la libre disposition de nos pires adversaires la puissance formidable que représente l'Etat ».

Zyromski nous apporta une analyse très serrée des « circonstances exceptionnelles », telles que certains les apprécient, pouvant justifier la participation. Ces circonstances « exceptionnelles », pour certains de nos camarades, existeraient à toute occasion. A son tour il combattit avec beaucoup de vigueur cette détestable hérésie: « On ne réalise qu'au gouvernement.»

Quoiqu'il n'eût été appelé à prendre la parole qu'après 3 heures du matin, Paul Faure devait, une fois de plus, galvaniser tout le Congrès. Son éloquence, « dans laquelle passe comme un souffle de *Marseillaise* », fit bonne justice de critiques malveillantes ou erronées, concernant la loyauté du scrutin du dernier Conseil National. Il montra comment, après trois mois d'une bataille ardente dans les Fédérations (et notamment dans 46 Fédérations où il y avait des élus parlementaires), la participation avait été repoussée, en dépit du prestige, de l'influence des députés, s'exerçant presque partout en sa faveur et les majorités anti-ministérialistes maintenues et souvent même renforcées.

Avec une force démonstrative nouvelle il reprit l'argument tiré de la faiblesse relative de nos contingents électoraux, de notre presse, de notre organisation comparée à la situation des peuples d'Europe où les socialistes participant au pouvoir, avaient pu, en outre, s'appuyer sur une classe ouvrière infiniment moins divisée que la nôtre par le bolchevisme. Il souligna la folie d'une participation qui aurait été acceptée, en tout état de cause, à une faible majorité dans notre Parti même et avec derrière nous « un million d'électeurs communistes ».

Sa démonstration de la faiblesse, de l'impuissance d'une aventure poursuivie dans de pareilles conditions et « destinée à jeter la déception et l'amertume dans l'âme populaire », ne fut pas moins convaincante. Enfin il marqua les conditions

indispensables à la poursuite d'une expérience en tout cas périlleuse, mais qui pouvait alors seulement être tentée : *des circonstances véritablement exceptionnelles* et par exemple une éclatante victoire électorale, et dans le Parti même un courant irrésistible « se traduisant par une majorité des deux tiers ».

C'est une idée que les représentants de la gauche allaient reprendre dans leur texte de résolution — et qui devait soulever une telle émotion — d'ailleurs injustifiée, nous le montrerons tout à l'heure — que ses auteurs devaient finalement l'abandonner.

Le secrétaire général du Parti terminait par un appel enflammé à l'action, à l'organisation, à la bataille contre l'ennemi capitaliste, que presque tout le Congrès enthousiaste et l'unanimité des militants dans les tribunes, debout, acclamaient au chant de l'*Internationale*.

Cependant Léon Blum n'avait pas pris la parole. Le Congrès le réclamait et saluait d'une chaleureuse ovation son arrivée à la tribune. Etant donnée l'heure tardive — il était 3 heures et demie du matin — et sa propre fatigue, il se contentait de rappeler qu'il avait déjà exprimé largement sa pensée dans la série magistrale d'articles d'une si haute tenue doctrinale et d'une si lumineuse force démonstrative qu'avait publiée le *Populaire*.

Il dit tout à la fois sa conviction qu'une majorité claire et nette devait se dégager et que la volonté d'unité du Parti fût par-dessus tout apportée, cette unité non seulement « faite d'amitié, de tolérance, de solidarité constante dans les luttes communes, mais qui « comme la lumière du soleil est faite de la fusion harmonieuse de toutes les couleurs du prisme ».

***

La commission des résolutions, composée de 36 délégués, expression du groupement des mandats par tendances, siégea le dimanche matin et se trouva de nouveau en face de la motion de la minorité concernant les conditions et l'heure de sa rentrée à la C.A.P., motion que Renaudel avait qualifiée de « condition préalable ». Pour des raisons déjà exprimées, la majorité se refusa à discuter une question qui n'était pas à

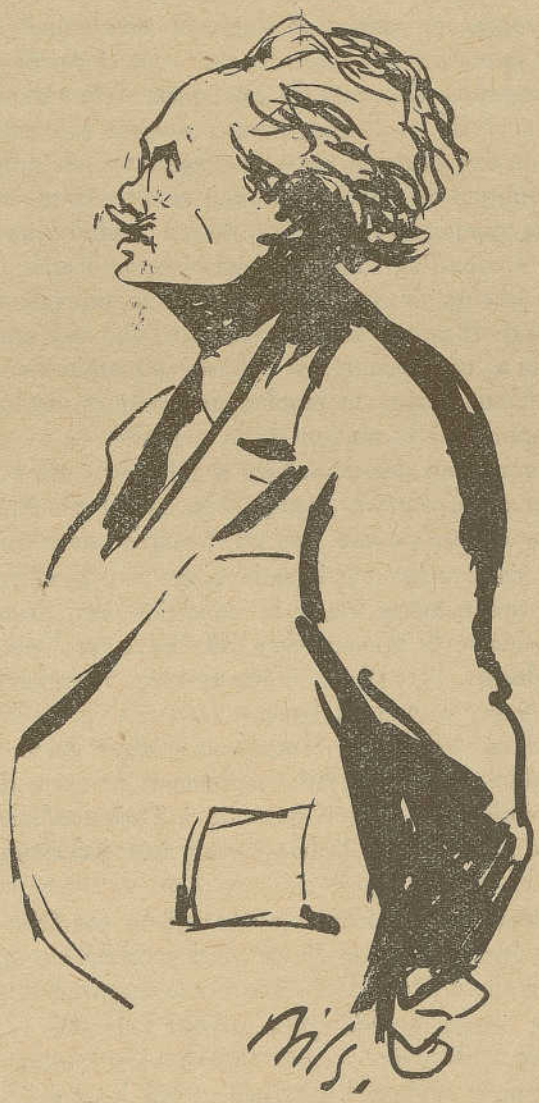
l'ordre du jour du Congrès. Tout au plus Bracke allait-il en envisager l'acceptation, comme base de représentation *lors du Congrès de Bordeaux*, proposition que Blum et Auriol appuyaient.

Mais Lebas avait fait observer que personne dans la majorité n'avait songé à contester à la minorité sa part proportionnelle : « C'est vous, avait-il dit, s'adressant aux camarades de la minorité, qui à Nancy, de même qu'à Clermont-Ferrand, *n'avez pas voulu accepter les sièges que le règlement vous attribuait!* » C'est sur ce terrain que s'était placé également Paul Faure et Zyromski. Les délégués de la majorité s'y maintinrent et lorsque le Congrès reprit sa dernière séance, il se trouva en face des deux textes antagonistes de Paul Faure et de Déat, cependant que Auriol, reprenant l'idée de Bracke, proposait un texte comportant l'ajournement au Congrès de Bordeaux du renouvellement des organismes directeurs, mais acceptant que l'élection fût alors faite « selon les mandats apportés au Congrès d'aujourd'hui ».

Le Congrès vota finalement le texte de Paul Faure, affirmant qu' « attaché à toutes les règles pratiques appliquées dans le Parti depuis sa constitution, il assurerait dans le prochain Congrès une proportionnelle loyale, comme cela s'était toujours fait » — par 2.059 mandats contre 1.479, à la motion Déat, soit à 580 voix de majorité. Entre temps, Auriol avait retiré son texte, regrettant avec émotion que la majorité n'eût pas voulu accomplir « le geste de réconciliation ». On peut déplorer en effet, que l'âpreté de la lutte engagée entre les deux grandes tendances du Congrès, n'ait pas permis que sur cette question du moins, où on était si près de s'entendre, on n'ait pas abouti au vote d'un texte unanime. Mais le mal n'est pas très grand puisqu'*en fait*, à quelques dizaines de mandats près, la répartition des mandats ne paraît pas devoir être sensiblement modifiée d'un Congrès à l'autre et que par conséquent la représentation de chacun sera bien assurée de toutes façons.

*
* *

Beaucoup plus âpre fut le débat engagé ensuite sur la motion rapportée par Lebas, comportant cette stipulation que les « circonstances exceptionnelles » justifiant la participation



Jean Longuet

à un gouvernement de coalition, *devraient être jugées telles par une majorité des deux tiers du Congrès.*

A proprement parler il s'agissait simplement de donner une *forme quantitative* à une idée que sous sa *forme qualitative* maints camarades éminents du Socialisme international, depuis Kautsky en 1900 et Jaurès ensuite, avaient souvent apportée. A savoir qu'une décision grave, engageant aussi profondément toute la politique du Parti ne pouvait résulter d'une majorité de hasard, de quelques voix, mais *devait traduire un sentiment général et profond* de l'immense majorité du Parti.

Par ailleurs, le vote de ce texte ne pouvait être qu'un *vote indicatif.* Il ne s'agissait nullement d'une résolution « constitutionnelle » concernant les « bases statutaires » du Parti, ainsi que Emile Kahn, le proclamait quelques instants après à tort, en rapportant la motion de la minorité.

La stipulation des deux tiers si elle avait été adoptée par le Congrès du Gymnase Jean-Jaurès, aurait pu être parfaitement modifiée, supprimée par un Congrès suivant.

Nos camarades participationnistes ne l'entendirent pas ainsi. Ils virent même dans la condition des deux tiers un « attentat contre la démocratie » (!) Spinasse, Ernest Lafont, Marius Moutet, brodèrent d'émouvantes variations oratoires sur ce thème, fondamentalement faux de la « révision des statuts » d'un « Congrès constituant » dont personne n'avait parlé et alors qu'il s'agissait simplement de nous donner par une forte indication, « une garantie à l'accomplissement d'un grand acte », ainsi que Lebas l'avait fort judicieusement fait observer.

Finalement Paul Faure, renonça à la condition des deux tiers et le texte de la majorité ainsi modifié fut adopté par 2.066 mandats contre 1507, soit à une majorité de 559 voix.

Entre temps, les délégués avaient repoussé à une faible majorité de 220 voix — par 1.852 voix contre 1.632 — un amendement d'Auriol stipulant qu'au lendemain des élections de 1932 un Congrès extraordinaire examinerait la situation politique « pour dire si la volonté populaire était de nature à couvrir les circonstances exceptionnelles prévues ».

A vrai dire, dans une assemblée où les tendances en bataille se heurtaient avec une aussi grande force qu'au

Congrès de Paris, des textes, qu'en d'autres circonstances tous seraient d'accord pour voter, revêtent une « valeur symbolique » parfois tout à fait inexacte d'ailleurs et on s'inspire pour les juger moins de leur sens réel que de l'interprétation abusive qu'on craint de leur voir donner par ses adversaires de tendance.

En réalité le texte d'Auriol aurait pu être adopté par le Congrès unanime puisqu'il ne faisait que traduire une pensée qui avait été universellement exprimée et notamment par Compère-Morel et par Paul Faure.

Le Congrès paraissait terminé lorsque Déat vint lire au nom de la minorité une déclaration qui créa une vive émotion — et je dois le dire parce que j'en ai recueilli de nombreux échos — la désapprobation de nombreux camarades participationnistes eux-mêmes. A vrai dire le texte, à la lecture, m'en a paru beaucoup moins agressif qu'il avait semblé à beaucoup dans l'énervement d'une fin de Congrès très agitée et que la réplique passionnée de Paul Faure avait encore ému davantage.

S'il était faux de la part de la minorité de prétendre que la majorité s'était refusée à un « geste d'équité » à son égard parce qu'elle n'avait pas voulu déclarer à l'avance et *contrairement à la pratique constante du Parti*, qu'elle fixait d'ores et déjà la base de sa représentation à la C.A.P. à élire dans quatre mois, il n'y avait en revanche rien de provocant de la part de la minorité à déclarer qu'elle « continuerait dans le Parti son effort de propagande et de persuasion ».

Mais sur le moment l'impression créée par la lecture de cette déclaration fut désastreuse. Bien des délégués de province, militants fervents, en furent bouleversés et quittèrent le Congrès navrés, pleins d'appréhension pour l'avenir du Parti. De son côté la presse bourgeoise la plus hostile devait en concevoir une grande satisfaction. Elle caressa une fois de plus l'espérance fallacieuse de nous voir nous déchirer de nos propres mains.

Mais à la réflexion les uns et les autres n'ont pas tardé à reconnaître leur erreur.

Personne dans le Parti ne songe à porter atteinte à son intangible unité ! S'il en était, de quelque tendance qu'ils fussent, à nourrir de telles pensées exécrables, la masse compacte de nos 120.000 membres, les centaines de milliers de

sympathisants, syndiqués, coopérateurs, électeurs socialistes, qui nous épaulent, d'un bout à l'autre du pays, auraient tôt fait de leur faire comprendre leur volonté de briser de telles tentatives criminelles. Les personnalités, si brillantes, si sympathiques qu'elles fussent, qui nourriraient de tels desseins, ne pèseraient pas lourd en face des colères qu'elles soulèveraient dans le prolétariat, déjà si cruellement meurtri.

Mais à quoi bon s'arrêter à de telles folles pensées? Parce qu'il est plein de vitalité et que des forces jeunes et neuves bouillonnent en lui, notre Parti voit se dérouler en son sein des discussions passionnées, mais fertiles.

C'est avec confiance qu'il marche vers l'avenir, qu'il va à la conquête des masses qui échappent encore à son emprise.

Un travail immense de propagande, d'éducation, de recrutement s'offre à lui, dans ce pays, comme dans le monde entier. Il ne faillira pas à sa grande tâche historique.

Jean LONGUET.